



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°006/AONO/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2025 DU 29 AVRIL 2025
POUR LA FOURNITURE D'UN MINIBUS CLIMATISE DANS LES SERVICES DU CONTROLE
SUPERIEUR DE L'ETAT

FINANCEMENT : - BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) / CONSUPE
IMPUTATION : - 59-11-077-4-340010-524311
EXERCICE : - 2025

1 Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail du personnel de son Institution, le Ministre Délégué à la Présidence de la République, Chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat, en sa qualité de Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la fourniture d'un minibus climatisé dans les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.

2 Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres visent la fourniture d'un (01) minibus climatisé, dont les caractéristiques et spécifications techniques sont décrites dans le Cahier des Spécifications Techniques (CST).

3 Délai prévisionnel d'exécution

Le délai prévu pour l'exécution des prestations objet du présent Appel d'Offres est de soixante (60) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service à commencer les prestations.

La livraison se fera dans les locaux de la Direction du Patrimoine Immobilier de l'Etat, Sous-Direction du Parc Immobilier de l'Etat au Ministère des Domaines du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF), sis au lieu-dit Centre Administratif.

4 Allotissement

Les prestations à exécuter sont constituées en un (01) lot unique.

5 Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables est de soixante-dix millions (70 000 000) F CFA.

6 Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à l'égalité de conditions, à toutes les entreprises de droit Camerounais régulièrement installées sur le territoire national et exerçant dans le domaine des services et du commerce automobile.

7 Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) des Services du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE), exercice 2025/Imputation N° 59-11-077-04-340010-524311

8 Mode de Soumission

Le mode de soumission retenue pour le présent Appel d'Offres est en ligne.

9 Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, établi par un établissement bancaire ou organisme financier habilité par le Ministre chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce N°14 du DAO dont le montant s'élève à un million six cent mille (1 600 000) FCFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

Ce cautionnement doit être timbré au tarif en vigueur, avec mention manuscrite de l'Etablissement financier émetteur. Il doit être constitué à 100% et sont consignés en numéraires à CDEC.



Les cautionnements sont constitués des titres émis par les établissements financiers agréés et des récépissés de consignations délivrés par la CDEC.

10 Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier physique d'Appel d'Offres peut être consulté dans les Services du Contrôle Supérieur de l'État/ Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics (service SIGAMP), porte 116 du Bâtiment « C », Téléphone : 222 22 01 98, et la version électronique sur les plateformes COLEPS et PRIDSOFT aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.

11 Acquisition du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier peut être obtenu dans les Services du Contrôle Supérieur de l'État / Direction des Affaires Générales /Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/ Service des Marchés Publics, porte 106 du Bâtiment « C », sis au Centre administratif de Yaoundé, Téléphone : 222 22 01 98, dès Publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de soixante-quinze mille (75 000) F CFA, payable au Trésor public contre reçu dûment établi.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur le site de l'Organisme en charge de la régulation des marchés publics ou sur la plateforme Cameroon On-Line E-Procurement System, en abrégé « COLEPS ».

Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12 Remise des Offres

Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière.

Elles devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS. Une copie de sauvegarde desdites offres, placée sous pli scellé, comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" est déposée auprès des Services du Maître d'Ouvrage dans les délais impartis pour la remise des offres.

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 MB pour l'Offre Administrative ;
- 15 MB pour l'Offre Technique ;
- 05 MB pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

L'enveloppe contenant les copies de sauvegarde devra porter la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°006/AONO/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2025 DU 2 9 AVR 2025
POUR LA FOURNITURE D'UN MINIBUS CLIMATISE DANS LES SERVICES DU CONTROLE
SUPERIEUR DE L'ETAT
A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT»**

Toutes les offres doivent être déposées au plus tard le jeudi 05 juin 2025, à 13 heures précises (heure locale).

13 Procédure de soumission en ligne

Pour soumissionner en ligne, le prestataire doit suivre les quatre étapes ci-après

Étape 1 : Enregistrement de l'Entreprise dans la plateforme COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontrats.cm> ;



- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires » et renseigner minutieusement le formulaire de demande ;
- Imprimer le formulaire de demande renseigné et généré par le système ;
- Faire signer le formulaire de demande par le Chef de Structure et y apposer le cachet de l'entreprise ;
- Déposer le formulaire dûment renseigné et formalisé au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
 - i) Photocopie d'une Attestation de Non Faillite (datant de moins de 3 mois) ;
 - ii) Photocopie du Registre de Commerce ;
 - iii) Photocopie de la Domiciliation Bancaire ;
 - iv) Photocopie de l'Attestation de Conformité Fiscale (datant de moins de 3 mois).

Étape 2 : Acquisition du Certificat Électronique

- Retirer le formulaire de Demande de Certificat disponible au MINMAP ou le télécharger sur le site de l'ANTIC à l'adresse <http://www.camgovca.cm> dans la rubrique « Demande de Certificats (Entreprise) » ;
- Remplir le formulaire et le déposer au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
 - i) Reçu de paiement des frais d'acquisition de Certificat Électronique d'un montant de 100.000 FCFA à verser dans le compte de l'ANTIC auprès de SCB Cameroun sous le numéro 10002 00031 12493593150 94;
 - ii) Une Photocopie de la CNI du demandeur du certificat.
- S'enrôler auprès de l'opérateur MINMAP et récupérer le récépissé de demande de Certificat ;
- Se connecter à l'adresse <http://www.camgovca.cm/fr/operations-certificats.html> et télécharger dans un support amovible (vierge) le Certificat Électronique à partir des informations (Numéro de référence et Code d'autorisation) contenues dans le récépissé (Bien conserver le mot de passe pour les connexions à COLEPS).

Étape 3 : Enregistrement du Certificat Électronique dans COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontrats.cm> ;
- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires », puis la rubrique « Enregistrement nouveau / Certificat supplémentaire » ;
- identifier l'entreprise à partir du numéro de Registre de Commerce, puis ajouter le Certificat après avoir minutieusement renseigné le formulaire.

Étape 4 : Soumission en ligne

- Se connecter à la plateforme avec son certificat ;
- identifier l'appel d'offre qui vous intéresse et cliquer sur le numéro de cet avis d'appel d'offre pour afficher les détails ; - cliquer ensuite sur le bouton soumissionner et renseigner le formulaire qui apparaît en chargeant vos offres (administrative, technique et financière) aux emplacements correspondants. Bien vouloir respecter la taille des fichiers (5 Mo pour l'offre administrative, 15 Mo pour l'offre technique et 5 Mo pour l'offre financière). Des logiciels de compressions peuvent être utilisés ;
- cliquer sur le bouton envoyer pour terminer la procédure.

Pour toute assistance technique, bien vouloir contacter les services compétents du MINMAP aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669, ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

NB : la validité du certificat est de un (01) an.

Cette caution doit être établie suivant les modalités définies à la Lettre-Circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024.

14 Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.



Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

15 Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en un (1) temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 5...2025 à partir de 14 heures précises, heure locale, et sera effectuée par la Commission Interne de Passation des Marchés du CONSUPE, à la porte 101 du bâtiment « C » des locaux abritant les Services du Contrôle Supérieur de l'Etat.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

16 Critères d'évaluation

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les Offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'Offre technique, aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des soumissionnaires :

16.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

1. l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis;
2. l'absence d'une pièce du Dossier administratif ou la non production au-delà de 48 heures après l'ouverture des plis d'une pièce manquante ou jugée non conforme (excepté le cautionnement de soumission) ;
3. la présence d'une fausse déclaration ou d'une pièce falsifiée ;
4. la non satisfaction d'au moins 70% des critères essentiels ;
5. le non respecte des Caractéristiques Techniques Majeures ;
6. le délai de livraison supérieur à 90 jours ;
7. le non-respect du format de fichier des offres ;
8. l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
9. l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
10. l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
11. l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

16.2 Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technique et financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'Appel d'Offres.

L'évaluation de l'offre technique se fera par le mode binaire (Oui ou Non) et portera sur les critères de qualification ci-après :

- la présentation générale de l'Offre (sommaire, Présence d'intercalaires de couleur, respect de l'ordre du DAO) ;
- les références du soumissionnaire (la preuve de l'exécution par celui-ci d'au moins trois (03) contrats portant sur des prestations de ventes de matériel roulant au cours des trois dernières années (copies des première et dernière pages du contrat à savoir Marché ou Lettre-Commande, Procès-verbal de réception) ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- la capacité financière (l'accès à la ligne de crédit ou autres ressources financières, pour un montant au moins égal à soixante millions (60 000 000) Francs CFA ;

- le chiffre d'affaires cumulé des trois dernières années supérieur ou égal à cent cinquante millions (150 000 000) de F CFA, accompagné des pièces justificatives (Compte de résultats ou Déclaration Statistique et Fiscale), Attestation de solvabilité financière ;
- les propositions techniques conformes au CST (respect des caractéristiques et exigences techniques du DAO) ;
- les preuves d'acceptation des conditions du Marché (Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Spécifications Techniques (CST) paraphés à chaque page, datés, signés et cachetés à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et approuvé »).

Seules les Offres techniques conformes à tous les onze (11) critères éliminatoires et ayant satisfait à au 70% des critères essentiels, seront classées techniquement « conformes » et soumises à l'analyse financière.

17 Attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

18 Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

19 Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès des Services du Contrôle Supérieur de l'État / Direction des Affaires Générales/Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance/Service des Marchés Publics, porte 116 du Bâtiment « C », Téléphone : 222 22 01 98, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20 Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir contacter la Cellule de lutte contre la corruption du CONSUPE au numéro : 222 23 41 88, ou appeler le numéro vert MINMAP : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ou celui de la CONAC : (+237) 222 203 730/658 262 682.

Yaoundé, le 29 AVRIL 2025

LE MINISTRE DELEGUE A LA
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE
DU CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT



MBAH ACHA
FOMUNDAM

Ampliations :

- MINMAP (ATI)
- A.R.M.P. (Pour publication et exploitation) ;
- Président C.P.M./CONSUPE (ATI) ;
- Affichage (ATI) ;
- D.A.G. / S.D.B.M.M. / S.M.P (Pour archivage).
- Chrono / Archives



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N°006AONO/PR/CONSUPE/SG/DAG/CIPM/2025 OF APRIL 29, 2025
FOR THE SUPPLY OF AN AIR-CONDITIONED MINIBUS FOR
THE SUPREME STATE AUDIT OFFICE

FINANCING: BIP CONSUPE
WORKING: YEAR 2025
ALLOCATION : N° 59-11-077-4-340010-524311

1. Subject of the Tender

In order to improve the working conditions of her staff, the Minister Delegate at the Presidency of the Republic in charge of the Supreme State Audit Office, in his capacity as Contracting Authority, is launching a National Invitation to Tender for the supply of an air-conditioned minibus for the Supreme State Audit Office

2. Scope of Work

The services covered by this invitation to tender are for the purchase of one (01) air-conditioned minibus, the technical characteristics and specifications of which are described in the technical specifications (TS)

3. Delivery Deadline:

The maximum delivery period provided by the Project Owner for the provision of the services shall be sixty (60) days from the date of notification of the jobbing order to start the work

Delivery will take place at the premises of the State Property Department, Sub-Directorate of State Property at the Ministry of Lands, Cadastre and Land Affairs (MINDCAF), located at Centre Administratif.

4. Allotment

The services shall be executed as one (1) single lot.

5. Estimated Cost

The provisional cost of the services at the end of the preliminary studies is estimated at seventy million (70,000,000) FCFA including VAT.

6. Participation and Origin

Participation in this invitation to tender is open on equal terms to all companies incorporated under Cameroonian law and duly established on national territory and operating in the field of automotive trade and services sector.

7. Funding

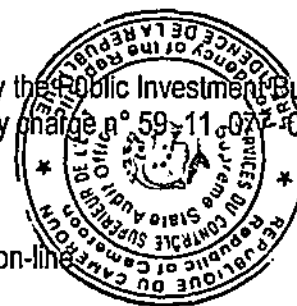
The articles under this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Supreme State Audit Office for the financial year 2024, under budgetary charge n° 59-11-077-4-340010-524311.

8. Submission Method

The mode of submission chosen for this invitation to tender is on-line

9. Provisional Bid Bond

Subject to rejection, each tenderer must attach to their administrative documents a bid bond worth one million six hundred thousand (1,600,000) CFA francs issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance and listed in Exhibit 11 of the Tender File, and valid thirty (30) days beyond the original validity date of tenders.



The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts, paid by hand and stamped with the value due, will result in the outright rejection of the bid.

This bond must be stamped at the current rate, with a handwritten reference from the issuing financial institution. It must be made up to 100% and be deposited in cash at CDEC.

Bonds are made up of securities issued by approved financial institutions and deposit receipts issued by CDEC.

10. Consultation of Tender File

The tender hard copy file may be consulted at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Tenders' Bureau, Room 116 Block C, Telephone: 222 220 198, and the electronic version on the COLEPS and PRIEDSOFT platforms <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this tender notice.

11. Acquisition of Tender File

Tender invitation documents are available at the Supreme State Audit Office/Department of General Affairs/Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance/Procurement Service, Tenders' Bureau, Door 106 Block C, at the Yaounde Administrative Center, telephone: 222 220 198, upon publication of this notice and against payment of a non-refundable sum of seventy-five (75,000) francs. This amount shall be paid into the Treasury and duly receipted.

This file may also be downloaded free of charge on the website of the Public Contracts Regulatory Agency or at the Cameroon On-Line E-procurement System, abbreviated as 'COLEPS'.

However, online submission is subject to the payment of the tender purchase fee.

12. Submission of Tenders:

Tenders, attached with the requisite documents, shall be compiled electronically and classified according in administrative, technical and financial order

They must be submitted by the bidder on the COLEPS platform A back-up copy of the bids, placed in a sealed envelope and clearly labelled as 'back-up copy', shall be deposited at the services of the project owner within the time limit set for the submission of bids

For on line submissions, maximum document sizes through the platform should be as follows:

- 5Mo for the administrative offer
- 15Mo for the Technical offer;
- 5Mo for the Financial offer;
- The following formats are accepted:
- PDF formats for text documents
- JPEG for images

Bidders must use compression software to reduce the size of their files)

The envelope containing the back-up copies must be marked:

**"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 006..JAONO/PR/CONSUE/SG/DAG/CIPM/2025 OF ...
FOR THE SUPPLY OF AN AIR-CONDITIONED MINIBUS FOR THE SUPREME STATE AUDIT OFFICE
TO BE OPENED ONLY AT THE TENDERS OPENING SESSION**

All bids must be submitted no later than **05.11.2025 à 1 p.m. Prompt (local time).**

13. Online bidding procedure

Online bidding shall follow the four steps described below:

Step 1: Registration of the Company on the COLEPS platform

Log on to COLEPS at <https://www.marchespublics.cm> or <https://www.publicscontrats.cm>

Go to the Tenderer Registration tab and complete the application form in detail
 Print the completed application form generated by the system;
 Have the application form signed by the Head of the Organization and stamped with the company's seal
 Submit the duly completed and formalised form to MINMAP along with the following documents
 Photocopy of an attestation of Non-Bankruptcy less than 3 months old
 Photocopy of the Trade Register;
 Photocopy of the Banking Domiciliation
 Photocopy of the Tax Compliance Certificate (less than 3 months old)

Step 2: Acquisition of the Electronic Certificate

Collect the Certificate Application form available from MINMAP or download it from the ANTIC website at <http://www.camgovca.cm> under the heading 'Certificate Application (Company)';
 Complete the form and submit it to MINMAP together with the following documents:
 Receipt for payment of the Electronic Certificate acquisition fees worth 50,000 FCFA to be paid into the ANTIC account at SCB Cameroun under number 10002 00031 12493593150 94.
 A photocopy of the NIC of the certificate applicant
 Register with the MINMAP operator and collect the certificate application receipt
 Log on to the address <http://www.camgovca.cm/fr/operations-certificates.html> and download the Electronic Certificate onto a removable medium (blank) using the information (reference number and authorization code) contained in the receipt (remember to keep the password for connections to COLEPS)

Step 3: Registering the Electronic Certificate in COLEPS

Log on to COLEPS at <https://www.marchespublics.cm> or <https://www.publicscontrats.cm>;
 Go to the 'Tenderer Registration' tab, then the 'New Registration/ Additional Certificate' section'
 Identify the company using its Trade Register number, then add the certificate after filling in the form carefully

Step 4: Online Bid Request

Connect to the platform using your certificate;
 Identify the invitation to tender that interests you then click on the number of this invitation to tender to display the details; - then click on the submit button and fill in the form that appears, uploading your offers (administrative, technical and financial) in the corresponding places Please respect the file size (5Mo for the administrative offer, 15 Mo for the technical offer and 5Mo for the financial offer) Compression software can be used
 Click on the send button to complete the procedure.

For any technical assistance, please contact the relevant MINMAP departments on (+237) 222 238 155 / 222 235 669, or write to the email address dsi@minmap.cm.

NB : the validity of the certificate is one year

14. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical offer and the financial must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The project owner will not accept :

- Bids bearing indications of the identity of the tenderer
- Bids received after the closing date and time for submission
- Envelopes that do not comply with the method of submission
- Envelopes without an indication of the identity of the Consultation Notice ;
- Envelopes that do not comply with the number of copies indicated in the CPR of submission of only copies.

Any bid not in keeping with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible, in particular, the absence of the bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry of Finance, or failure to meet the requirements relating to tender documents in the field of public procurement, shall lead to the outright and irrevocable rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the constitution concerned is considered to be absent.



A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible

15. Opening of Tenders

Bids shall be opened at the same time in a single session.

The opening of the administrative documents and the technical and financial bids will take place on the 05 July 2024 at 2 pm local time, and shall be carried out within the CONSUPE Internal Tender's Board, at door 101 in Block 'C' of the Supreme State Audit Office.

Only bidders or their duly mandated representatives may be allowed to attend the opening session.

16. Evaluation Criteria

These criteria shall be applied to identify and reject incomplete offers or those that do not basically comply with the requirements stated in the Tender File. These conditions relate to the admissibility of administrative documents, the conformity of the technical offer to the technical specifications of the Tender File, as well as the eligibility of bidders:

16.1. Eliminary Criteria

The eliminary criteria determine the minimum conditions to be met in order to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. They are not to be attributed a score. Failure to satisfy these criteria will result in the rejection of the bid.

These include:

1. absence or non-compliance of the bid bond at the opening of bids;
2. failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
3. false declaration, fraudulent schemes or a forged document;
4. non respect of the size and format of files;
5. failure to meet at least 70% of the essential criteria;
6. failure to comply with the Major Technical Characteristics;
7. estimated execution deadline more than 60 days ;
8. absence of a quantified unit price in the financial offer;
9. absence of the backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
10. absence of integrity charter dated and signed;
11. absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

16.2. Essential criteria

The essential criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of candidates to carry out the work covered by the call for tenders they must be determined according to the nature and scope of the work to be carried out.

The evaluation of the technical offer will be binary (Yes or No) and will be based on the following qualification criteria:

- *general presentation of the bid (Presence of colour insert, compliance with Tender File order);*
- *The tenderer's references or proof of execution by the tenderer of at least three (03) contracts for the supply of similar equipment i.e. Contract or Letter Order, over the last three years (copies of the first and last pages of the contract, delivery note and Provisional Acceptance Report)*
- *after-sales service (availability of spare parts, repair shop, available technical staff*
- *access to a credit line or availability of other financial resources worth sixty-five million (60,000,000); CFA Francs*
- *cumulative sales over the last three years of at least one hundred and fifty million (150,000,000) CFA francs, accompanied by supporting documents (Profit and Loss Statement or Statistical and Fiscal Declaration*
- *Technical proposals in line with the SD (compliance with the specifications and technical requirements of the OIT) ;*
- *proof of acceptance of the terms and conditions of the Contract (Special Administrative Clauses (SAC) and the Supply Description (SD) initialed on each page, dated, signed and sealed on the last page).*

Only technical offers of bidders who comply with all the ten (10) eliminatory criteria and at least 70% of qualification criteria shall be declared technically "compliant" and selected for the financial evaluation.

17. Award of the Jobbing Order:

The jobbing order shall be awarded to the bidder with proof of the required technical and financial capabilities and whose bid is deemed to be the lowest.

18. Duration of Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

19. Further Information

Further information can be obtained at working hours at the Supreme State Audit Office / Department of General Affairs / Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance / Procurement Service, Door 116 Block C, Telephone: 222 22 01 98.

20. fight Against Corruption and Mal Practices

For any attempt of corruption or other malpractice, please call the CONSUPE department against corruption at the following telephone number: 222 23 41 88, MINMAP toll free number: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or CONAC: (+237) 222,203,732 / 222,203,730/ 658,262,682

Yaounde, on 2..9..AVR...2005

THE MINISTER DELEGATE AT THE
THE PRESIDENCY OF THE REPUBLIC IN CHARGE OF
THE SUPREME STATE AUDIT OFFICE
THE PROJECT OWNER.



Mme MBAH ACHA
Rosa FOMUNDAM

Copies to:

- MINMAP (ATI)
- A.R.M.P. (For publication and archiving);
- The Tenders' Board Chair/CONSUPE (For information);
- C.P.M President /CONSUPE (ATI);
- D.A.G. / S.D.B.M.M. / S.M.P (for archive);
- Chrono / Archives.